

ment du « centralisme ». Les plaintes de ses peuples s'élèvent persistantes et lui montrent qu'il s'est trompé. En 1871, il tente de nouveau de leur donner satisfaction ; l'initiative hardie de Bismarck l'empêche de laisser libre cours aux sentiments équitables qui le poussent. Il s'abandonne même et, en 1879, lui, le vaincu de Sadowa, signe avec son vainqueur un intime traité d'alliance. Jusqu'à la chute du Chancelier de fer, il conserve cette attitude humiliée. Puis, la surveillance berlinoise se relâche peut-être ; partout les progrès des Slaves se manifestent ; François-Joseph est frappé de voir des hommes comme le prince Lobkowitz, le comte Pallfy, ses amis d'enfance, se rallier ouvertement à la cause tchèque ; de nouveau, il incline vers le « fédéralisme ». Il appelle le comte Badeni aux affaires et le maintient au pouvoir, malgré les objurgations les plus violentes. Il faiblit enfin. Guillaume II saisit le moment ; sous une forme un peu différente, il réédite à nouveau la tentative heureuse de Bismarck. Elle réussit. La force de résistance de François-Joseph est aussitôt brisée. En octobre 1899, il fait abroger les ordonnances et, comme pour se rassurer sur la justice de cet acte, il va se retremper aux sources du pur « germanisme ».

En mai 1900, cédant à on ne sait quelles mystérieuses négociations conduites par le prince Égon de Fürstenberg, le souverain autrichien se rend à Berlin. Lui, le chef des Habsbourg, il fait le port de foi et hommage au descendant des électeurs de Brandebourg, il salue à sa majorité l'héritier du trône de Prusse et nomme le petit-fils du vainqueur de Sadowa *feldmarschall* de l'armée autrichienne.

Ces « poussées » de « germanisme » ont été désastreuses : ce sont elles qui ont empêché François-Joseph de se maintenir dans son rôle strictement autrichien. Tout en constatant ce fait trop certain, ce serait cependant manquer d'équité que de juger sévèrement l'empereur. Ceux-là seuls le feront qui ne comprendront pas la puissance d'un